



Réinventons notre avenir

Il y a urgence, le réchauffement climatique met en danger le seul écosystème connu permettant la vie humaine. La responsabilité en revient au modèle capitaliste productiviste. Les plus pauvres et les précaires en sont les premières victimes. C'est la mobilisation citoyenne qui pourra imposer une rupture avec ce système.

L'état de notre pays est alarmant. La précarité, le chômage, la pauvreté ont explosé sous Hollande comme sous Sarkozy, renforçant encore un peu plus l'idée que voter ne sert à rien. Ces politiques au pouvoir continuent de fonctionner en vase clos et à détruire acquis sociaux et socle républicain, au nom d'une prétendue « modernité » et d'une prétendue absence d'alternative qui servent les seuls intérêts de la finance. C'est en son nom qu'ils alimentent ce fond de peur qui pèse sur les salariés du privé comme du public, renforçant les égoïsmes qui entretiennent cette peur et le rejet de l'autre. Qu'importe, pour eux, l'épuisement des ressources naturelles et l'urgence que pose le dérèglement climatique... leur inconscience met en danger l'avenir de l'humanité sur terre !

C'est dans ce contexte qu'il faut oser proposer un projet alternatif de société : écologique, politique, social, économique et démocratique. Réinventons notre société en commençant par affirmer que « le modèle économique dominant n'est plus la solution, mais bien le problème » et qu'il conduit inévitablement à l'effondrement.

Dans chaque Région, tous les secteurs sont touchés. Les salariés comme les sous-traitants et les PME paient la facture pour satisfaire les exigences des actionnaires. Dans l'agriculture c'est la logique du « toujours plus » qui a été imposée et n'a débouché que sur l'appauvrissement, la précarité, la malbouffe, l'appauvrissement des hommes et de la terre et le gaspillage alimentaire. Dans le secteur public, c'est la rationalisation qui « justifie » leur disparition dans les territoires ruraux comme dans les quartiers populaires et qui met à mal leur fonctionnement partout ailleurs ; La mise en concurrence remplace la responsabilité de la collectivité citoyenne par celle d'entreprises privées visant des intérêts particuliers toujours loin de l'intérêt général.

C'est cette logique que l'Union Européenne entend imposer aux États et aux collectivités locales dans le cadre de l'accord de libre-échange avec les États-Unis (TAFTA). Ce traité de libre-échange généralisé rendra les Régions incapables d'agir dans de nombreux domaines. Les décisions des entreprises transnationales s'imposeront aux choix des élus. Il sera impossible d'imposer de la nourriture bio dans les cantines, de privilégier les transports en commun plutôt que l'automobile, de vouloir critériser écologiquement et socialement les aides publiques. Ce sera le règne de la recherche de profit avant toute considération humaine. Le Parti de Gauche s'y est opposé. Il a contribué à initier un mouvement des collectivités qui se sont déclarées zone hors TAFTA. Il faudra amplifier cette mobilisation pour contraindre le Gouvernement à dénoncer cet accord.

Nous ne proposons pas de raccommoder le système, mais bien de rompre avec lui, en

priviliégiant une économie de l'utilité écologique et sociale pour tous, à l'opposé des intérêts de court terme. C'est le sens du projet que se proposent de porter les candidat-e-s du Parti de Gauche au sein des rassemblements citoyens.

Car notre projet s'appuie sur une démarche citoyenne. C'est à nous toutes et tous, désormais, de nous saisir de ces questions, ensemble. Les élections sont une des possibilités d'y participer. La mobilisation populaire doit pouvoir s'appuyer sur des élu-e-s qui entendent, écoutent, prennent en compte la réalité du quotidien. S'engagent à respecter leur mandat ou à démissionner. On ne peut plus continuer avec ces pseudos représentants qui se moquent de l'avis des citoyens. Osons de nouvelles pratiques politiques, voilà ce qui rouvrira l'espoir d'une alternative où chacun puisse bien vivre.

Nous souhaitons ainsi que se poursuivent les dynamiques enclenchées lors des élections municipales et départementales avec les rassemblements citoyens. Nous souhaitons que s'exprime plus fort la volonté de celles et ceux qui refusent l'austérité comme horizon indépassable. Nous souhaitons aussi que le Front de Gauche se dépasse. Face à une droite revancharde, face aux discours de haine et de repli portés par l'extrême droite, nous entendons œuvrer à l'émergence d'une nouvelle majorité républicaine, sociale, écologique. Donnons de la force à l'espoir...

I – Sommes-nous encore citoyens ?

Le modèle d'organisation de la République qui se met en place n'est ni neutre, ni innocent. Le redécoupage des Régions passé pour un bricolage est bien pire que cela. Pour les élites néolibérales de droite et celles qui se prétendent de gauche l'important c'était de s'appuyer sur ces grands barons en mal de pouvoir absolu pour imposer le renoncement au principe d'égalité pour finir d'imposer un modèle de concurrence entre les territoires, éloigner toujours plus les citoyens des lieux de décision, casser le caractère républicain de l'État pour laisser la place à une Europe des Régions.

En fait, l'ensemble des lois dites de décentralisation, portées sous Sarkozy ou sous Hollande, concentrent les lieux de pouvoir loin du contrôle des citoyens. Elles obéissent à des logiques de mise en concurrence des territoires et visent à arrimer chaque grande Région à une ou plusieurs Métropoles compétitives dont les représentants ne sont pas élus au suffrage universel. Les élections Régionales, comme les Européennes, recueillent un faible taux de participation comparé aux élections municipales. Plus de 10 points de participation séparent les unes de l'autre. Pourquoi alors renforcer les pouvoirs d'assemblées mal élues et ôter le pouvoir aux conseils municipaux ? Parce que les Régions font la place belle aux « experts », qu'elles sont de par leur taille de plus en plus éloignées de tout contrôle citoyen... Comme s'il s'agissait de concentrer les lieux de décisions loin des citoyens ou contre eux. Il y a décidément quelque chose d'absurde au royaume de la Ve République et de l'Europe telle que construite actuellement... Raison pour laquelle ces élections seront si déterminantes.

Réinventons notre société afin de rétablir la souveraineté populaire face à ceux qui imposent de concentrer les pouvoirs là où le peuple n'a pas son mot à dire. La modernité ne consiste pas à évincer les citoyens pour confier la gestion à des experts ; au contraire il s'agit de faire de cette gestion un enjeu de la citoyenneté et des instances de décision collective.

Nous nous engageons à remettre en cause le fonctionnement présidentiel des Régions

- Mise à plat des structures telles que le cabinet du président.
- Exiger une réforme des conseils "Economique", "Social" et "Environnemental" régionaux pour assurer une présence des ouvriers, employés et techniciens qui représentent plus de la moitié de la population active.
- Imposer une réelle consultation des citoyens sur les grands projets à travers des référendums d'initiative populaire et des enquêtes publiques sous contrôle citoyen. Il faut aussi permettre que des pétitions citoyennes imposent des questions à l'ordre du jour des débats dans l'Assemblée régionale.
- Développer des structures d'implications citoyennes (comités d'usagers) et budget participatif annuel dans des périmètres à définir.
- Populariser dans les Régions le principe de révocabilité, selon une méthode concrète à définir, compatible avec la loi en attendant la VI^{ème} République. L'impunité favorise les comportements contraires à l'éthique, la fraude et la corruption et le rejet des élus par les citoyens. Parce que le déshonneur d'un petit nombre ne doit pas rejaillir sur tous et qu'il est fondamental de recréer de la confiance en la parole politique, nous exigerons que tout élu objet de poursuites judiciaires pour non paiement d'impôts, fraude fiscale, abus de biens sociaux, détournement de fonds, se démette de son mandat.

Nos candidats s'engageront sur une charte éthique établie avec les citoyens qui porteront leur candidature et qui comportera notamment les éléments suivants :

- Non cumul de mandat.
- Suivre au moins une formation d'élus par an, à commencer par les formations concernant l'élaboration et le contrôle du budget, la passation des marchés publics et l'exécution des délégations de services publics.
- Une déclaration d'intérêts et une procédure permettant d'éviter les conflits d'intérêt.
- Un engagement à refuser tout don, cadeau ou autre avantage dans le cadre de sa fonction.
- L'obligation de rendre compte régulièrement de son mandat via des documents facilement compréhensibles par les citoyens et des réunions publiques.
- Nous travaillerons à un véritable statut de l'élu le protégeant.

II – L'urgence écologique

Le moment n'est plus aux demi-mesures, aux corrections à la marge, à l'imprévoyance déguisée en « c'est compliqué ». Il faut impérativement engager une rupture écologique de l'économie et des activités. Les Régions doivent aussi jouer leur rôle dans la lutte contre le dérèglement climatique. **Planifions la transition écologique** pour une activité humaine respectueuse de l'environnement par le soutien à une agriculture paysanne de proximité, le maintien de nos lignes SNCF de territoire, le développement des transports publics partout et pour tout-e-s et des alternatives au « tout voiture » et au « tout camion ».

Nous ferons de la lutte contre la pollution atmosphérique et le bruit un axe majeur. Il faut répondre à l'enjeu de la réduction des distances subies domicile-travail, développer le droit à la mobilité et répondre à l'enjeu de repenser le fret de marchandises : camions sur trains, voies fluviales, mais en intégrant les logiques de relocalisation des activités.

Transport, mobilité et aménagement du territoire

Pour les transports, les Régions chargées de l'aménagement, du développement, de la

cohérence et de la mise en valeur du réseau ferré d'intérêt local sont appelées à se substituer aux carences de l'État et au démantèlement de la SNCF. La SNCF se débarrassant de ces lignes jugées « non rentables », les Régions sont amenées à tenter de développer leurs TER. Elles doivent mener une politique de tarification de justice sociale mais également une réorientation vers les « transports du quotidien » au lieu de tout miser sur les grandes lignes autoroutières et ferroviaires...

- Aucun territoire isolé : réouverture des gares et lignes de proximité.
- Refus du transfert de compétences des lignes sous prétexte qu'elles sont non rentables.
- Développer les transports en commun de proximité en augmentant les fréquences, en désaturant les lignes des grands centres urbains et en développant des lignes de transport en site propre (bus, tram ...).
- Renouveler et moderniser la flotte de TER en réduisant l'utilisation des locomotives diesel polluantes et bruyantes sur les lignes électrifiées.
- Proposer des modes de déplacement alternatifs à la voiture (vélos, transports collectifs) dans les gares TER.
- Objectif de gratuité des transports : avec extension progressive selon public, périodes de l'année (week-end, vacances ...) et systématiquement en cas de pics de pollution dès les seuils d'information dépassés.
- Mettre en place un dispositif « sécurité mobilité » transitoire de prêt, gratuit ou à faible coût, de véhicules moins polluants pour les personnes à faibles revenus, en échange de leur vieux véhicule polluant.

Inscription des Régions dans la démarche « zéro déchets » :

- Encourager l'établissement de scénarios d'évolution des quantités de déchets, les collectes sélectives (incluant des collectes de bio déchets).
- Mener des campagnes de sensibilisation pour réduire les déchets, en faveur du recyclage et de la valorisation des déchets.
- Soutenir les régies publiques de collecte et de traitement des déchets, sortir des logiques du « tout à l'incinérateur ». Et ce en lien avec les nombreuses luttes citoyennes qui se développent contre les projets de gros incinérateurs ou TMB Méthanisation (souvent au profit de Suez, Veolia, etc.).

Des Régions qui luttent contre l'envahissement publicitaire

Nous nous engageons en faveur de la réduction de l'envahissement publicitaire dans l'espace public. Les Régions peuvent d'ores et déjà s'engager pour éradiquer la publicité dans l'espace public des transports en commun et aux abords des lycées. Les Régions peuvent soutenir les mouvements antipub, et accompagner les collectivités souhaitant s'inscrire dans une démarche de réduction de l'emprise de la publicité dans l'espace public.

Recherche et Développement économique

Le récent rapport de l'ADEME, que le Gouvernement a cherché à enterrer, confirme qu'il est possible et nécessaire d'engager une conversion réelle de notre production et consommation d'énergie pour mettre fin à notre dépendance au pétrole, source d'emplois pérennes. L'urgence oblige à faire des choix clairs car nous vivons dans un monde où l'épuisement des énergies fossiles nous impose de sortir de leur dépendance.

- Arrêt des financements pour EPR et autres recherches en faveur du nucléaire.

- Aides financières aux filières et à la recherche en faveur des économies d'énergie, énergies renouvelables...et de la transition énergétique.
- Refus et soutien aux mobilisations contre l'exploitation des gaz et huiles de schiste et gaz de couche.

La préservation de la biodiversité

- Aide à la conversion de l'agriculture et à la pêche : environnement, climat (atténuation, adaptation), santé.
- Préservation des espaces naturels contre les attaques du monde marchand.
- Observatoires régionaux de la biodiversité et conservatoires de semences.

Soutenir la transition écologique de l'agriculture

- Reprendre la main sur les politiques d'installation - transmission aujourd'hui monopolisées par les chambres d'agriculture (et donc la FNSEA).
- Contribuer à la protection du foncier naturel et agricole et à la redistribution du foncier agricole au profit des plus petites exploitations.
- Cibler les aides gérées par les Régions au profit de la transition écologique de l'agriculture, des filières alternatives (agriculture bio, filières courtes de proximité) et du soutien aux petites exploitations.
- Refus des OGM.

Il faut en finir avec les grands projets, inutiles économiquement et socialement et dangereux écologiquement, comme l'industrialisation de l'agriculture, l'aéroport Notre Dame des Landes, la ligne ferroviaire Lyon-Turin et combien d'autres. Car les millions ou milliards d'€ dépensés à financer ces projets ruineux et inutiles puisque des solutions alternatives et suffisantes existent déjà, sont des moyens qui manquent pour soutenir les initiatives économiques et sociales comme les projets vraiment utiles qui protègent les femmes et les hommes en même temps que l'environnement dans lequel ils vivent.

Avec l'abandon des « grands projets inutiles », on se donne de réelles marges de manœuvre financières ce qui permet une **réorientation de ces financements en faveur de l'intérêt général, notamment un redéploiement en direction des services publics d'éducation et de transports ...**

III – Mettre un terme à la concurrence des territoires, rétablir l'égalité républicaine

Ceux qui nous gouvernent ont en adoration la concurrence libre et non faussée. Ils importent dans le domaine des collectivités territoriales les principes économiques dominants : le triomphe du capitalisme financiarisé et mondialisé.

Face à la logique de la compétition entre les territoires il ne s'agit pas de défendre l'idée qu'il n'existe pas à l'échelle des Régions de gestion pertinente de l'intérêt général. Le problème n'est pas là. Il réside dans la capacité à les fondre dans une coopération consentie et solidaire avec les citoyens et entre les différentes collectivités locales.

- **Stopper la logique des transferts de compétence afin de concentrer nos actions sur celles que les Régions assument déjà.**
- **Une politique en faveur d'un aménagement solidaire du territoire.** Il faut préserver

le foncier : pas un euro à de nouveaux bétons (autoroutes, Center Parcs, centres commerciaux, etc.).

- **Lutter contre le désengagement de l'État** afin de préserver l'égalité républicaine et établir une réelle péréquation. L'État est garant des solidarités nationales et de la défense du service public. Cela passe d'abord par le refus des privatisations (barrages, etc.).
- **Lutter contre les conséquences négatives de la réforme territoriale en matière d'emploi public** : maintien des services publics régionaux, maintien des services public d'État (préfectures, rectorats, etc.)

Les métropoles n'ont pas le monopole !

La concurrence entre territoires et la concentration des moyens sur les Métropoles contribuent à accroître les inégalités entre territoires donc entre citoyens. La spacialisation du capitalisme accentue la spéculation foncière, la concentration d'activités économiques d'un côté, la concentration des populations fragiles, sans emplois ni services publics de l'autre... Nous devons mettre en œuvre une logique de coopération et de solidarité entre les territoires et entre les institutions locales.

- Contre la spécialisation de zones et les pôles de compétitivité, nous voulons contribuer, au contraire, à la mixité d'activités dans chaque bassin de vie, pour réduire les distances domicile-travail, garantir un bien vivre, ralentir les villes-centres et dynamiser les villes-reléguées-excentrées.
- Les établissements fonciers régionaux prioriseront les opérations de construction de logements très sociaux et respectant les normes HQE et les opérations de logements intermédiaires où le prix des loyers est encadré.
- Conditionner les aides aux villes qui refusent de respecter la loi SRU.

IV – Une économie solidaire pour lutter contre les inégalités sociales

En matière de développement économique, les vieilles recettes politiques ont la vie dure. Les schémas régionaux de développement économique et de l'innovation sont loin de mettre au cœur le soutien à l'économie sociale et solidaire, ni d'ailleurs la relocalisation et les circuits courts. Ainsi le fonds de solidarité économique se donne-t-il comme priorité les actions de soutien à l'internationalisation, compétitivité oblige ! Dans chaque Région, nous proposons au contraire d'aider en priorité tous ceux qui sont fragiles et isolés (territoires ruraux, PME, artisans, paysans, quartiers populaires relégués...). L'économie sociale et solidaire est un moyen important pour relocaliser l'emploi.

Nous nous engageons à :

- N'attribuer aucune aide économique directe NI indirecte aux entreprises qui licencient tout en étant dans des paradis fiscaux ou qui distribuent des dividendes.
- N'attribuer aucune aide pour les entreprises qui délocalisent leur activité d'une Région à l'autre afin d'éviter les « chasseurs de subvention » qui jouent sur la concurrence entre les Régions.
- Evaluer sur la durée les aides données et exiger leur remboursement si nécessaire.
- Soutenir le développement des circuits courts et locaux de distribution pour soutenir prioritairement l'économie sociale et solidaire.
- Introduire des critères sociaux pour limiter les écarts de salaire de 1 à 20 et s'opposer à l'emploi précaire.

- Agir pour le maintien de l'activité de proximité dans les zones rurales.
- Privilégier les avances remboursables pour éviter l'effet d'aubaine.
- Créer une banque publique régionale d'investissement permettant aux acteurs économiques locaux de disposer d'un soutien de l'innovation technologique, économique, écologique et sociale.

V – Services Publics et politiques publiques pour des solidarités retrouvées

Sous le couvert d'approfondissement de la décentralisation, l'État se défait dans des domaines clés de ses responsabilités. Il ne s'agit pas seulement de lui reprocher de transférer des compétences sans transférer les ressources correspondantes, comme on l'entend souvent, il faut les refuser. Même avec les ressources suffisantes, il est nuisible que certaines compétences de service public national ne soient plus assurées par l'État mais par les Régions.

- Développer les conseils salariés et usagers des services publics.
- Refuser toute privatisation et externalisation de services publics. Tout appel d'offres des Régions doit inclure des clauses sociales et environnementales réellement contraignantes.
- Refuser toute précarité des agents dépendant des conseils régionaux : plan de titularisation de tous les précaires.
- Refuser la privatisation des équipements publics tels que la scandaleuse vente des aéroports de Toulouse Blagnac.

Education :

Les lycées constituent une des principales compétences de la Région. Nous refuserons toute intrusion de celle-ci dans les programmes et la pédagogie par quelque biais que ce soit, ceux-ci devant rester l'apanage de l'éducation nationale. Nous refuserons que des fonds publics aillent aux lycées privés, à commencer par les aides facultatives. C'est en effet non seulement une compétence extralégale, c'est un scandale inégalitaire quand on veut nous imposer des politiques d'austérité puisque ces lycées bénéficient ainsi d'un financement public et privé, c'est une aide à la ségrégation scolaire et sociale puisque ces lycées choisissent leurs élèves, c'est enfin une entrave à la laïcité.

De la même manière, nous refusons la mainmise des Régions sur l'orientation, qui doit rester de la compétence de l'éducation nationale.

Apprentissage :

- Remettre en question la politique de développement acharnée de l'apprentissage et exiger de l'État le retour des moyens (notamment humains) nécessaires au développement des filières professionnelles des lycées professionnels publics.
- Construire de véritables services publics de la formation professionnelle autour de l'AFPA et des Greta.

Formation continue :

- Flécher les aides vers les personnes les plus éloignées de l'emploi.

Une action de santé :

- Refuser les politiques visant la concentration de l'offre hospitalière dans des grands hôpitaux mastodontes et défendre au contraire une carte hospitalière permettant l'accessibilité à des hôpitaux de proximité dans tous les territoires.
- Soutenir le développement des centres de santé et non les maisons de santé, pour qu'enfin on passe d'une logique des soins (tarification à l'activité) à une logique de santé (prévention, suivi, accès aux droits...).
- Favoriser la santé environnementale, garantir la pérennité des observatoires avec contrôle citoyen - qu'il s'agisse de la pollution de l'air, de l'eau, des terres, des questions d'amiante, de pesticides, etc. - et services publics de laboratoire au service de la santé environnementale, application du principe de précaution sur les antennes relais, etc.

VI – Education populaire et culture

La mort du tissu associatif et des petits festivals est en marche au nom des politiques de restriction budgétaire. Il faut au contraire aider au fonctionnement des associations et soutenir l'éducation populaire.

Cela consiste à :

- Mettre en place des politiques d'aides à l'embauche d'emplois pérennes des associations.
- Stabiliser leur financement par la signature de contrats pluriannuels sur la durée de la mandature en sortant ainsi de la logique du « projet » et en incluant les besoins de financement en fonctionnement.
- Soutenir réellement l'éducation populaire favorisant une implication des citoyens (schéma de soutien à l'implantation de centres sociaux, MJC, ... issus de projets d'habitants sur chaque territoire, avec un enjeu privilégiant la réimplantation de ces structures dans les zones rurales et dans les quartiers relégués).
- Lutter contre la fin des festivals et favoriser au contraire leur développement.

Nous voulons des Régions résolument engagées en faveur de l'Égalité femmes / hommes : création d'observatoires contre les violences faites aux femmes, avec les moyens pour accompagner des projets, soutenir les créations d'équipements (foyers spécifiques d'accueil des femmes avec enfants, planning familial, etc.), observatoires de l'égalité femmes-hommes, campagne de luttes contre les stéréotypes genrés, etc.

Nous voulons des Régions résolument engagées en faveur de l'accessibilité universelle face aux situations de handicap. Qu'il s'agisse de l'accessibilité dans les transports, dans les équipements publics, dans le cadre du bâti, dans l'accès à la culture, au sport, dans l'ensemble des activités humaines, l'urgence n'est pas d'abaisser les normes mais au contraire d'exiger la mise en œuvre de l'accessibilité !

Nous voulons des Régions résolument engagées dans la lutte contre toutes les formes de discriminations. Le mouvement associatif doit enfin être écouté pour que soient impulsées les démarches d'anonymat des candidatures pour l'emploi, le logement. Nos Régions exigeront de pouvoir expérimenter les reçus datés et co-signés contre les contrôles au faciès.

Conclusion

Dans une période où le cynisme antidémocratique se développe, où tout est fait pour éloigner la gestion des institutions publiques des choix citoyens et où la participation aux élections régionales est faible faute de l'évidence de l'enjeu politique, nous voulons rétablir ce lien avec les élus. Le propre de l'élu c'est de servir l'intérêt général. C'est sous cet auspice qu'il faut établir les modalités de fonctionnement démocratique des collectivités locales. Une vraie réforme des collectivités territoriales devrait au contraire de ce qui se fait actuellement être fondée sur les principes de garantie de l'unité et l'indivisibilité de la République en soumettant toutes les autorités à la légitimité démocratique de la souveraineté populaire à travers le suffrage universel et le contrôle citoyen. Au-delà des compte-rendu réguliers, de la signature de la charte Anticor, nous nous engageons à démissionner si nous renoncions à mener les combats pour lesquels nous aurions été élus.

La rupture jusqu'à la désobéissance

L'article 35 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 précise : « Quand le Gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».

Lorsque les valeurs universelles de la République sont en jeu, nous nous autoriserons à désobéir :

- **Face à l'inégalité organisée entre lycées privés et lycées publics, nous refuserons tous financements aux établissements privés.** Ces lycées, qui organisent la sélection, n'ont pas une mission de service public. En incluant les participations des familles, les lycéens du privé bénéficient d'un budget de près de 30% supérieur à un lycéen dans le public. Avec de tels financements les Régions subventionnent l'inégalité.
- **Face aux ghettos de riches organisés, nous refuserons toute subvention à des villes qui ne respectent pas les objectifs de logements sociaux fixés par la loi SRU.** De nombreuses villes refusent de construire les logements sociaux nécessaires mais continuent de bénéficier de multiples subventions régionales ou nationales pour construire des équipements qui ne serviront qu'à l'entre soi des plus riches.
- **Face au principe de concurrence libre et non faussée, nous refuserons de subventionner les entreprises qui ne respectent pas de stricts critères écologiques et sociaux.** Aujourd'hui, les Régions sont de véritables guichets, où le patronat vient se servir. Aucun véritable contrôle des conditions de travail ou de production n'est mis en œuvre. La catastrophe climatique, l'urgence sociale sont trop importantes pour se satisfaire de ce système. Les entreprises inutiles socialement et écologiquement ne doivent pas recevoir de financements publics.
- **Face à la destruction des services publics, nous refuserons leur fermeture et la mise en concurrence.** Les Régions maintiendront l'ensemble des lignes de TER et de trains Intercités. Elles ne financeront pas les lignes d'autocar voulues par la loi Macron, qui sont une régression civilisationnelle et écologique. Dans le cas de création de nouvelle ligne, la concession sera attribuée à des opérateurs publics.
- **Face aux traités et directives européennes qui vont à l'encontre du bien vivre et de l'intérêt général, les Régions agiront comme un bouclier social, environnemental et démocratique en se déclarant zones hors-TAFTA, hors-OGM.**